
Confiner les marges, marginaliser les confins : la souffrance des oubliés du *lockdown* dans les villes indiennes

Rémi de Bercegol, Anthony Goreau-Ponceaud, Shankare Gowda et Antony Raj



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/19289>

DOI : [10.4000/echogeo.19289](https://doi.org/10.4000/echogeo.19289)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Rémi de Bercegol, Anthony Goreau-Ponceaud, Shankare Gowda et Antony Raj, « Confiner les marges, marginaliser les confins : la souffrance des oubliés du *lockdown* dans les villes indiennes », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 14 mai 2020, consulté le 03 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/19289> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.19289>

Ce document a été généré automatiquement le 3 juillet 2020.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Confiner les marges, marginaliser les confins : la souffrance des oubliés du *lockdown* dans les villes indiennes

Rémi de Bercegol, Anthony Goreau-Ponceaud, Shankare Gowda et Antony Raj

L'étude mise en place sur le bidonville de Delhi pour cet article (Hanuman Mandir Mazdoor Camp) a bénéficié d'un soutien financier de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) à travers le programme Challenging Inequalities: A Indo-European perspective (ANR-18-EQUI-0003).

- 1 Corollaire de la diffusion du Covid-19, le confinement¹ est désormais appliqué dans bon nombre de pays, interpellant de plus en plus les géographes et les chercheurs des autres disciplines des sciences sociales sur les particularités de ce dispositif (Arabindo, 2020 ; Leach, 2020 ; Poornima Wasdani et Prasad, 2020). Les villes sont à l'arrêt, les quartiers centraux désertés et, partout où il a été possible de le faire, les bi-résidentiels (ou ceux qui ont de la famille en-dehors des métropoles), ces individus pour qui la mobilité est un élément de distinction sociale tout comme d'émancipation, ont quitté les métropoles pour des espaces moins denses. Il semble que l'« urbanité », qualité tant vantée et recherchée par les aménageurs, soit désormais mise entre parenthèses au profit de la mise à distance, de l'éloignement, de l'écart. La densité, la coprésence et la saturation deviennent des facteurs de propagation et seraient à l'origine d'un risque de contamination élevé. Que ce soit par peur ou par inquiétude, aller vivre cet isolement « au vert » apparaît plus supportable pour ceux qui en ont les moyens que rester dans un domicile exigu, en cœur d'îlot urbain très densément peuplé. Une affaire de mètres carrés en somme, révélant, s'il en était encore besoin, la tragédie des injustices ordinaires, sociales, certes, mais non dénuées d'une dimension spatiale. Un confinement domestique dont la palette des situations rencontrées est fonction des conditions matérielles des occupants. Le confinement vient rappeler l'ampleur des inégalités face au logement. La proximité, plus précisément la contiguïté physique, est

désormais bannie au nom de la fameuse « distanciation sociale » (« *social distancing* » en Inde). Dans le même temps, la connexité et la connectivité numériques sont vantées comme nouveaux parangons des relations sociales, mais encore faut-il disposer d'un équipement et ne pas habiter en zone dépourvue de réseau. Tout semble être mis en œuvre pour maintenir les relations sociales en dépit d'une rupture spatiale brutale se résumant à un mantra répété sans cesse : « restez à la maison », « *stay safe, stay at home* ». En réponse à la menace que fait peser le COVID-19, une grande partie de ce que l'on demande aux populations, et à laquelle nous sommes peut-être le moins bien préparés, est donc l'attente. Cette attente (une sorte de présent suspendu qui tranche nettement avec la vitesse de propagation du virus) qui plonge les sociétés dans l'incertitude se décline en un triptyque désormais familier : confinement, isolement et quarantaine, nous invitant à repenser notre rapport à l'espace mais également au temps².

- 2 En imposant une nouvelle spatialité, ce virus, ou sa menace, révèle et renforce des inégalités profondes. On peut sans honte ni détours affirmer que le confinement et la distanciation sociale sont des mesures bien mieux supportées par les riches et les classes moyennes que par les pauvres. Mais surtout, les mesures dites de « confinement » s'inscrivent dans un paradoxe géographique. D'une certaine façon, c'est à un basculement des rapports centre/périphérie, certes bref et fugace (encore que...), que l'on assiste. En géographie, les confins sont les parties d'un territoire situées à son extrême limite, suggérant ainsi l'éloignement par rapport à une centralité (Brunet et al, 1993). Cet éloignement peut être potentiellement source de précarité (être confiné, c'est éventuellement être relégué³), mais également d'ouverture vers un autre lieu (les confins se situent à la limite, à la frontière d'un autre territoire), un autre système, et donc potentiellement source d'innovations. En cela, les confins peuvent tour à tour être interface, marche ou marge. En France, le monde rural est devenu une nouvelle centralité pour les quelques privilégiés dont les vies mobiles se sont arrêtées net : en quelques heures, les couches les plus aisées de la population ont massivement quitté les centres urbains pour rejoindre hâtivement leur résidence secondaire ou bien une maison familiale encore habitée par des parents situées à la campagne ou dans des zones touristiques marquées par une forte saisonnalité, faisant d'un temps mort (la « basse saison ») un temps plein, d'une périphérie une centralité.
- 3 Ce questionnement géographique sur les confins, les marges et le confinement est en Inde beaucoup plus délicat et problématique à analyser. D'une part, parce qu'il nous oblige à contester le principe même de l'universalité des mesures de protection prises contre le virus. Au-delà du seul cas de l'Inde, le confinement généralisé des populations met en exergue des inégalités structurelles qui remettent en cause l'uniformité de la réponse apportée à la crise sanitaire sans aucune distinction. D'autre part, parce que les rapports centre/périphérie ne sont pas si évidents, si tranchés. Dans cette contribution, à travers des situations croisées, nous souhaitons évoquer le cas de ceux qui n'ont pas eu le choix de partir. Plus spécifiquement, nous désirons porter un éclairage sur ceux qui sont confinés dans les marges, et comprendre de quelles manières ils « font avec » l'espace. Cela signifie nous questionner sur cette distance spatiale qui s'est étrangement transmuée en distance sociale. La première partie reviendra sur les conditions du confinement en Inde, tandis que la seconde, à travers différents témoignages, portera sur les conditions très dures auxquelles doivent faire face les populations pauvres des villes indiennes, reléguées dans les marges urbaines. La troisième et dernière partie abordera la question de l'impossible respect des mesures

barrières. Au final, notre texte plaide pour une meilleure prise en compte de ces populations confinées dans les marges, pendant et après la crise pandémique.

Modalités de la mise en place du confinement en Inde

- 4 Certaine que le virus ne pouvait que venir de l'extérieur, l'Union Indienne a adopté des mesures visant à se protéger de cette menace pensée comme étrangère et importée. Dans ce sens, le gouvernement indien a commencé par mettre en place des restrictions à l'entrée des étrangers en provenance de Chine et d'une poignée d'autres pays (Italie et France en particulier), avant de suspendre tous les visas d'entrée à compter du 15 mars. Néanmoins, jusqu'au 13 mars, date à laquelle le nombre total d'infections par le SAR-Cov-2 officiellement identifiées en Inde était de 81, le ministère de la santé de l'Union a continué à affirmer que le COVID-19 n'était "pas une urgence sanitaire". C'est dans ce cadre spécifique que doit s'analyser la brutalité du confinement dans le pays : un *lockdown*⁴ qui comprend, pour le moment, trois temporalités majeures, trois actes. L'issue de la pièce n'est pas connue, tout comme celle des vies, sujettes à ruptures, des individus à qui nous souhaitons donner la parole.

Acte 1 : une répétition générale, le *Janata Curfew*

- 5 Le 19 mars à 20h00, le Premier Ministre Narendra Modi, dans un discours de près de 30 minutes, s'adresse à la nation. Ce discours est relayé par tous les médias. Sa simple annonce, la veille, avait suscité des inquiétudes voire généré un sentiment de panique au sein de la population. Les Indiens connaissent les périodes de « *ban* » (des interdictions) qui ont lieu généralement après des épisodes rapides et violents de troubles sociaux, mais il n'y a jamais eu en Inde, jusqu'à présent, de confinement généralisé. C'est angoissant pour la population. Tous ont en tête l'annonce imminente d'un confinement généralisé. L'annonce d'un *janata curfew* (ou couvre-feu du peuple) pour la journée du dimanche suivant (22 mars), les rassure tout en créant un sentiment d'incompréhension (de 7h00 à 21h00, les gens sont conviés à rester au sein de leur domicile et, à 17h00, à faire sonner des cloches ou à souffler dans des conques ou encore à applaudir ceux qui ne peuvent pas rester confinés et luttent contre le virus) : un jour, une lutte !

Acte 2 : le confinement ou *lockdown*

- 6 Le 24 mars, Narendra Modi annonce un *lockdown* total de 21 jours, à partir du 25 mars et ce jusqu'au 15 avril à 9h00, et appelle les États et les *Union Territory* (UT) à fermer leurs frontières. En moins de quatre heures, le pays est immobilisé, se fige, se paralyse, ne laissant pas le temps à la population de s'adapter à ces conditions strictes, aussi nécessaires soient-elles. L'effet du COVID-19 sur l'économie nationale et la vie de ses citoyens devient de plus en plus tangible. Le test que constituait le *janata curfew*, sorte de répétition nationale du confinement, est désormais bien loin dans les esprits. Si tous les secteurs de la société sont touchés par la crise économique, celle-ci a un impact terrible sur le secteur informel (« non organisé ») où l'emploi est en grande partie contractuel. Rappelons en effet que, si l'on inclut l'agriculture, près de 92% des emplois en Inde appartiennent au secteur dit « non organisé », donc sans protection sociale.

Plus spécifiquement, l'une des forces de travail les plus importantes et les plus vulnérables de l'Inde est constituée par les migrants saisonniers, qui permettent de maintenir à un niveau bas les coûts de production de nombreuses entreprises à forte intensité de main-d'œuvre⁵. Même l'activité agricole dépend largement des travailleurs migrants sans terre. La flexibilité de cette main-d'œuvre a été le principal facteur de production dans l'agriculture, la construction, les petites activités industrielles, auxquelles se sont progressivement ajoutés de nouveaux secteurs tels que les livraisons à domicile, les trajets en taxi et l'organisation d'activités commerciales locales dans les villes (y compris les commerces de rue), tout comme les emplois liés aux services domestiques. L'effet de l'arrêt des activités économiques et de la fermeture des frontières entre États sur ces travailleurs migrants est catastrophique. La fermeture de l'industrie a privé les travailleurs de leur emploi dans tout le pays et les a empêchés de percevoir leur salaire ou de prendre des dispositions pour quitter les villes (Al Dahdah *et al.*, 2020 ; Samaddar, 2020). Tout comme la démonétisation⁶, cette décision de verrouillage complet a été prise sans aucune concertation ni consultation auprès des États et des UT, et elle s'est accompagnée de décrets mis en œuvre *a posteriori*. Ce *lockdown* imposé avec une grande brutalité s'accompagne d'une cohorte de mesures restrictives et prohibitives qui donnent lieu à des migrations intenses, qui sont surtout le fait de ces travailleurs tentant désespérément de retourner dans leur village. Cette sorte d'exode urbain n'est pas ici motivée par la fuite de la densité, mais par l'absence de logement et la faim. Le verrouillage national imposé pour lutter contre le Covid 19 a laissé une multitude de ces « prolétaires » bloqués dans l'entre-deux des routes qui séparent leurs lieux de travail et leur village. C'est une crise humanitaire en devenir. Comme le mentionne David Picherit (2020), « l'exode actuel et les mesures de confinement telles qu'appliquées aujourd'hui révèlent, au-delà de l'absence d'anticipation du gouvernement, un impensé de classe et de caste d'une grande violence ».

- 7 Inversement, peu à peu, les « classes moyennes » (en fait les « *upper class* » urbanisées et cosmopolites) se sont installées dans la routine : bien qu'elles soient, elles aussi, confrontées à des défis, elles peuvent travailler à domicile et disposent de nombreuses options de loisirs – les médias sociaux sont remplis d'échanges des recommandations à propos de Netflix et autres plateformes de VOD, tout comme des services de livraison à domicile⁷.

Acte 3 : le prolongement du *lockdown*, un provisoire qui dure ?

- 8 Le 14 avril, Narendra Modi annonce l'extension de ce verrouillage jusqu'au 3 mai⁸. Même si les modalités de ce verrouillage varient d'un État à l'autre, d'un quartier à l'autre (selon la présence ou pas de *hotspot* – foyer de contamination), pour ceux qui sont confinés dans la marge, cette annonce est un véritable coup de massue. Avec l'arrêt complet des transports collectifs, les migrants semblent condamnés à rester prisonniers, souvent coincés sur la route de leur village et confinés dans des abris de fortune imposés par les autorités. Mais c'est aussi le cas d'autres travailleurs précaires qui, eux, habitent les marges de manière permanente, et ces hommes et ces femmes ne peuvent pas tout quitter du jour au lendemain sans solution de repli. « Rester à la maison » se fait donc nécessairement au bidonville car il offre un toit, permet un travail et qu'il n'y a pas d'autre choix. Ayant acquis une toute relative stabilité, ils pouvaient faire face aux trois premières semaines, mais celles qui s'annoncent leur semble

insurmontables. Ce provisoire qui dure et cette temporalité de l'exception bouleversent leur quotidien. Il se joue dès lors, dans ces « quartiers situés au plus bas du système hiérarchique des places » (Wacquant, 2006 : 5), l'indicible de la crise. L'espace devient un enjeu de luttes. C'est une place essentiellement négative, ayant pour effet de constituer ceux qui l'occupent en personnes éternellement déplacées ou en exclus de l'intérieur, à qui se trouve dénié, par principe ou dans les faits, le droit aux droits (celui de les avoir, d'en disposer et surtout de les revendiquer). On retrouve ainsi l'idée de l'état d'exception permanent proposé par Giorgio Agamben à partir de sa réflexion sur les situations limites dans lesquelles le droit est supposé suspendre lui-même son effectivité (Agamben, 2003 ; Grangé, 2018). D'autant plus que ce confinement des marges s'inscrit dans une temporalité politique particulière, marquée par une législation d'urgence qui restreint les libertés individuelles⁹.

- 9 Endroit/envers/revers/écart/bordures, c'est bien en référence à une conception relationnelle de l'espace que la place des marges peut être questionnée, vis-à-vis à la fois des catégories collectives et des distances sociales. Pour ce précaire, les structures de la vie quotidienne rendent souvent impossible le respect des mesures barrières préconisées. La promiscuité au sein des habitats, l'obligation d'aller chercher chaque jour ses revenus et sa nourriture, sur des axes routiers désaffectés ou dans les quelques ruelles encore accessibles, sur place, le manque d'eau et de savon rendent très difficile, voire irréaliste, la mise en place des mesures sanitaires telles qu'appliquées en Europe et préconisées par les instances internationales.

Confiner la marge : des situations diversifiées

- 10 Dans cette partie, nous souhaitons mettre en parallèle deux situations où s'expriment, à des degrés divers, des processus de confinement des marges. D'une part, celle d'un taudis de 372 familles entassées le long d'un (mal) odorant *nala* (canal d'évacuation des eaux) au milieu du quartier de Rama Krishna Puram, au centre de South Delhi, et celle d'un camp de réfugiés sri-lankais situé à une vingtaine de kilomètres de Pondichéry. Deux espaces éloignés l'un de l'autre mais que les caractéristiques et, surtout, les situations face à la pandémie, tendent à rapprocher tout en prolongeant le questionnement de Michel Agier : « qu'en est-il du confinement comme protection sanitaire pour des populations qui vivent déjà une première sorte de confinement ? » (Agier, 2020).
- 11 Face à l'impossibilité de se rendre sur place, les entretiens qui servent de substrat empirique à notre démonstration se sont déroulés par téléphone auprès des habitants de Hanuman Mandir Mazdoor Camp (littéralement, « le camp des travailleurs du temple d'Hanuman », plus simplement appelé de manière familière Hanuman Mandir) et du camp de réfugiés de Keezhpathupattu¹⁰.
- 12 Ce choix contraint du médium téléphonique est ici rendu possible car il s'agit dans les deux cas de terrains bien connus des auteurs (Bercegol, Gowda, à venir ; Bercegol, Davis, Gowda, 2020 ; Goreau-Ponceaud 2014, 2015 ; 2019 ; Bentz et Goreau-Ponceaud, 2020), disposant déjà des numéros de téléphone et de relais au sein de ces espaces (où se déroulaient alors des enquêtes¹¹). Ces entretiens, débutés dès la deuxième semaine du confinement, s'inscrivent dans le temps de la crise. Ils sont guidés par une série de questions organisées autour de cinq grandes thématiques, à propos (1) du virus, (2) de l'accès à l'eau et à l'assainissement, (3) des conditions d'habitat et du voisinage, (4) des

moyens de subsistances, (5) des modalités d'éligibilité à une aide. Chaque discussion téléphonique, réalisée en hindi (pour Hanuman Mandir) et tamoul (pour Keezhpathupattu), dure entre 20 minutes et 30 minutes. Lors de l'écriture de cet article, on disposait de dix entretiens retranscrits pour Hanuman Mandir dont une seule femme (Sanjana, citée dans l'article) et de neuf pour Keezhpathupattu. Étant donné le genre masculin des enquêteurs, il semblait en effet malaisé de demander d'interroger par téléphone une épouse, qui plus est dans un contexte de tensions liées au confinement. La mise en perspective des données recueillies permet de faire émerger de fortes similitudes quant aux conditions très dures de confinement des quartiers marginaux et la faible prise en compte de leurs particularités. Lors de la parution de cet article, après plus d'un mois de *lockdown*, ces entretiens se complexifient en se multipliant, au fur et à mesure que la crise sanitaire prend la tournure d'une crise humanitaire qui oblige les auteurs à activer divers relais (amicaux, civils, politiques) pour aider, autant que possible, les habitants

Première situation : Hanuman Mandir

- 13 D'après le dernier recensement de la population de 2011, il y aurait en Inde environ 13,7 millions de foyers vivant dans des quartiers d'habitat précaire catégorisés *slums*¹², dont 1,8 millions comptabilisés à Delhi, soit 11% de la ville. Le *Delhi Urban Shelter Improvement Board* dénombrerait 757 ¹³ *jhuggi-jhopri clusters*, c'est-à-dire des regroupements de huttes plus ou moins consolidées qui occupent illégalement un terrain public, comme c'est le cas d'Hanuman Mandir. Les conditions de vie y sont très difficiles, avec une mortalité infantile de 46 pour 1 000 (Agarwal *et al.* 2007) et un accès très limité aux services de base, en particulier à l'assainissement et aux latrines, avec 56% des enfants contraints de déféquer en plein air (*Delhi Human Development Report*, 2013). Les politiques de "rénovation urbaine" (un euphémisme pour la démolition des quartiers insalubres) et le relogement des bidonvillois en périphérie sur des terrains de moindre valeur n'ont souvent fait qu'aggraver les conditions de vie des habitants (Dupont et Vaquier, 2013).

« Rester à la maison » : où est la "maison" des bidonvillois ?

- 14 Le drame des politiques régulières de démolition, déguerpissement ou relogement (Dupont, 2008 ; Dupont et Vaquier, 2013 ; Dupont et Gowda, 2016) rappelle s'il le fallait combien le bidonville est une catégorie avant tout politique (Clerc, 2018) qu'il faut savoir questionner : pour ceux qui y habitent et malgré l'insalubrité et la pauvreté, le quartier précaire reste avant tout un chez soi.
- « Notre vie est ici, mon mari travaille [comme conducteur de rickshaw] pour que nos enfants aient une vie meilleure que la nôtre, c'est pour eux que nous sommes là. Le système éducatif est bon à Delhi. Nous nous sommes installés à Ravi Das Camp [ndlr : le taudis d'en face] après mon mariage et on a finalement emménagé ici. Rentrer en Assam ? Mais c'est chez nous ici, de toute façon, je suis enceinte de six mois, la question ne se pose même pas » (Sanjana, Hanuman Mandir, 17/04/20).
- 15 Alors que les travailleurs migrants sont en grande majorité des hommes seuls (SWAN, 2020, p. 6)¹⁴, de nombreuses familles habitent ces taudis. Certaines sont même propriétaires des murs de leur logement¹⁵, avec des enfants scolarisés, et disposent d'un revenu, certes maigre, mais qui leur permet de faire vivre leur foyer sous un toit. Ce sont les petits métiers négligés du quotidien : récupérateurs informels de déchets qui

veulent garder l'accès privilégié à tel quartier (Gill, 2009) ; aides ménagères qui ne peuvent pas se résoudre à perdre les quelques heures réalisées dans telles et telles maisons (Neetha et Palriwala, 2011)¹⁶ ; gardiens des *gated colonies* (Carrière 2018) ; conducteurs de *rickshaws* qui ont un prêt à rembourser, ou petits artisans, menuisiers, serruriers ; tous luttent pour s'établir et se faire une place en ville.

« On vient d'Aligarh mais il n'y a pas de travail là-bas. Ici, mon frère et moi travaillons à Katwarai Sarai où on récupère les matériaux dans les poubelles du quartier pour les revendre au kabari-wala [l'équivalent du ferrailleur local]. À nous deux, on arrive à gagner environ 15 000 roupies par mois. C'est mieux que rien, même si c'est à peine suffisant pour faire vivre la famille : il a 5 enfants et j'en ai 3. Il faut qu'on puisse travailler, c'est vital » (Mahender Singh, Hanuman Mandir, 05/04/20).

- 16 Pour ces *mazdoor* [travailleurs manuels] pauvres, la préservation de leur travail est d'une importance cruciale, ce qui explique leur ancrage urbain. La période initialement annoncée de 21 jours laissait penser à ces travailleurs que leurs acquis économiques pourraient être préservés jusqu'au retour à la vie « normale ». Rejoindre leur village, parfois à pieds et sous les brimades policières, à l'instar des ouvriers de la construction (Nath Roy *et al.*, 2017), n'est pas une option pour ceux qui sont installés durablement en ville avec l'espoir d'une ascension sociale, dans les faits très contrainte (Mitra, 2010).

« Non, nous ne possédons pas de terres au village en Uttar Pradesh, ni mon père ni mon grand-père [...]. Au village, je n'avais même pas de quoi habiller les enfants convenablement. Nous essayons d'y retourner tous les ans, c'est important, mais cette visite coûte cher, et il faut s'assurer de se faire remplacer au travail ici à Delhi le temps de notre absence. Ça ne sert à rien de partir précipitamment. J'ai appelé mes parents et ils m'ont dit qu'il valait mieux rester à Delhi. Le gouvernement aurait dû donner 2 jours de préparation pour permettre à ceux qui le peuvent de partir » (Om Prakash, Hanuman Mandir, 14/04/20).

- 17 L'espoir d'une hypothétique retraite au village reste une puissante motivation pour endurer le labeur quotidien mais, en attendant, c'est bien la ville qui procure des opportunités concrètes que les zones rurales ne peuvent offrir. Le retour au village, même de manière temporaire, ne s'improvise pas et se prépare des mois à l'avance. Sans aucune perspective d'amélioration à court terme, tout déménagement précipité est impensable car inutile.

« Pas de travail, pas d'argent, pas de nourriture »

- 18 Avec l'arrêt brutal de l'économie¹⁷, les bidonvillois ont vu disparaître du jour au lendemain leurs moyens de subsistance. Les habitants craignent assurément le virus, mais sans travail et sans revenu, c'est la peur de ne pouvoir se nourrir qui domine (Parulkar, Naik, 2020).

« Je n'ose plus sortir faire la collecte car plus personne ne me rachète les matériaux récupérés, Papu [le kabariwala] n'a plus de place pour stocker car lui non plus ne peut plus revendre, et j'ai peur que la police m'attaque et me confisque mon chariot. J'ai vu que les déchets sont désormais collectés par des camions poubelles, c'est fini pour nous, qu'est-ce que je peux faire ? Personne ne nous aide, ni le Gouvernement, ni les politiques, ni les associations. Je n'ai plus de travail, je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de nourriture, je n'ai pas de gaz, je n'ai rien. Le *labor chowk* [marché du travail] est fermé, je sais bien que le virus est dangereux, mais si je ne trouve pas vite de l'argent, ma famille va avoir faim » (Surender Kumar, 30/03/20).

- 19 Sans source de revenu, les habitants pauvres dépendent donc fortement de l'aide mise en place par le gouvernement pour compenser l'absence de revenus des travailleurs pauvres. À cet effet, le ministre des Finances a annoncé que le *Gareeb Kalyan Yojana* (régime de protection sociale pour les pauvres, destiné principalement à faciliter l'accès à l'aide alimentaire publique déjà existante (PDS) ainsi qu'à fournir des soutiens financiers directs aux bénéficiaires) couvrirait ces besoins dans le cadre du *National Food Security Act* de 2013¹⁸. Cependant, le montant global de l'aide a été dénoncé comme « embarrassante » (Gosh, 2020) étant donné la faiblesse des moyens alloués (0,5 % du PIB) au regard des dommages socio-économiques du *lockdown* sur les populations pauvres. Effectivement, ceux (mais pas tous) qui disposent d'un compte en banque *Jan Dhan*¹⁹ n'ont reçu qu'une aide de 500 roupies, soit à peine l'équivalent de ce qu'ils gagnaient auparavant sur une ou deux journées, une somme très insuffisante pour survivre le temps du confinement. De plus, de nombreux travailleurs ne disposent pas des pièces administratives requises pour leur permettre de bénéficier de ces aides, et n'ont pas non plus de compte bancaire, leur revenu quotidien, limité à quelques centaines de roupies, n'en justifiant pas l'intérêt. Il faut noter là la réactivité de la *Safai Sena*, une organisation syndicale non-gouvernementale qui vise à défendre les droits des travailleurs du secteur des déchets, et qui a pu très vite distribuer 1 500 roupies aux *waste pickers* syndiqués d'Hanuman Mandir. Une somme certes insuffisante, mais supérieure à celle versée par le gouvernement sur les comptes *Jan Dhan*.
- 20 Étant donné leur manque de moyens, la plupart des familles n'ont pas la capacité de stocker des réserves de nourriture au-delà d'une semaine et de petites quantités sont généralement achetées au jour le jour. Sans travail ni argent, l'apport calorique est donc fortement réduit pendant le confinement. Les parents comme les enfants mangent peu, et de moins en moins au fil des jours. Pourtant, l'Inde bénéficie d'un important *Système Public de Distribution alimentaire* (PDS), fort d'un impressionnant réseau de 500 000 boutiques permettant théoriquement de soutenir les personnes éligibles, soit 67 % de la population indienne (les foyers catégorisés *Antyodaya Anna Yojana*, AAY, et *Priority Households*, PHH). Les personnes bénéficiaires peuvent recevoir 5 kg de riz par personne, jusqu'à 35 kg par famille de grains, à des prix subventionnés de 3 roupies/kg pour le riz, 2 roupies pour le blé et 1 roupie pour les autres céréales (mils et millets) et légumineuses (contre 40 roupies/kg pour le riz et 25 roupies/kg pour le blé aux prix du marché, en 2020, dans le commerce). Dans le cadre du confinement à Delhi, les familles éligibles bénéficieront gratuitement d'une ration supplémentaire pendant trois mois²⁰. Mais, dans un pays d'1,4 milliard d'habitants, l'acheminement de l'aide jusqu'aux populations est un défi de taille, d'autant plus difficile à relever qu'il existe de nombreux dysfonctionnements ralentissant la chaîne logistique, renforcés pendant la période du *lockdown*²¹. Outre les problèmes de détournement qui préexistaient à la crise (Landy 2014), et le manque de main d'œuvre dû au confinement, ce sont surtout les problèmes d'identification des bénéficiaires qui grèvent le système. Comme c'est le cas de nombreux migrants (Mukhopadhyay et Naik, 2020), beaucoup de familles éligibles ne peuvent pas bénéficier des distributions alimentaires car leurs cartes de rationnement ne sont pas à jour dans le système numérisé *Aadhar* (cartes d'identité biométriques), soit parce qu'elles sont toujours enregistrées dans le village d'origine, soit à cause d'un problème d'inscription à Delhi même.

« Avant, j'avais une carte de rationnement mais elle ne fonctionne plus maintenant.
Mon jhuggi est au n°170 mais sur la nouvelle carte, ils ont marqué n°171, je n'ai pas

remarqué sur le coup, et j'ai pu continuer à obtenir les rations alimentaires pendant 3-4 mois avant qu'on ne me l'interdise. J'ai essayé de faire rectifier mais c'est peine perdue, alors, j'ai laissé tomber. J'ai bien un compte Jhan Dan, mais rien n'a été versé dessus. Je ne connais pas les programmes officiels, tout est prévu pour ceux qui savent lire, mais pas pour les autres » (Mahender Singh, Hanuman Mandir, 05/04/2020).

- 21 Dans ce contexte d'urgence humanitaire, la mise en place d'un système en ligne de « e-carte de rationnement temporaire »²² par le gouvernement de Delhi est bienvenue, mais la démarche d'inscription reste malaisée pour les familles qui ne sont pas toujours au courant de ce type d'initiative et qui regrettent les faibles quantités distribuées (4 kg de blé et 1 kg de riz par membre).

- 22 Pour faire face à ces insuffisances, le gouvernement de Delhi a mis en place dans l'urgence des distributions de repas chauds deux fois par jour dans plus de 600 *relief centres* disséminés dans toute la ville. À Hanuman Mandir, l'école voisine a été réquisitionnée pour assurer ces repas composés de riz, de *dal* (lentilles) et parfois de *khichidi* (plat composé de riz et de lentilles).

« Je ne vais pas là-bas, il y a beaucoup trop de gens et tous ne sont pas servis, c'est dangereux pour le virus, et puis j'ai peur d'être blessée par la foule, pour économiser 10 roupies de nourriture je devrais risquer de dépenser 1000 roupies à l'hôpital ? On a bien une carte Aadhar, une carte d'électeur...mais pas de carte de rationnement ! C'est ma tante à Ravis Das Camp [en face d'Hanuman] qui en a une, et elle partage sa ration avec nous. Elle nous a donné 5 kg de riz, combien de temps allons-nous tenir ? Nous n'avons même plus de gaz, on cuisine au bois et il n'en reste déjà presque plus. Mon mari a emprunté 50 roupies pour acheter du lait pour mes deux enfants [de 1 et 3 ans], mais qui va pouvoir lui prêter tous les jours ? [...] On mange de moins en moins, d'abord les enfants, et ensuite c'est nous. Avant, quand mon mari travaillait [comme conducteur de minibus], il gagnait parfois 800 roupies par jour et il m'apportait du jus de mangue, des fruits, des légumes, on allait même au restaurant, mais tout ça c'est terminé. On vient de vendre l'un de nos téléphones 550 roupies à un voisin car le plus important dans la vie, c'est de nourrir les enfants, mais on a plus rien d'autre à vendre maintenant, je ne sais pas ce qu'il va se passer ensuite » (Sanjana, Hanuman Mandir 17/04/20).

- 23 Ainsi, comme Sanjana, beaucoup d'habitants n'ont en réalité pas d'autres choix que d'épuiser leurs maigres économies, et sont contraints de s'endetter.

« On travaille dur d'habitude pour gagner 300 à 400 roupies par jour, afin d'acheter de quoi manger, et on refait la même chose le lendemain à nouveau. Quand le magasin [de vêtements à Sarojini Nagar où je travaillais] a fermé, le propriétaire m'a juste donné 2000 roupies et m'a dit de ne plus revenir²³. Hier, il ne me restait plus que 50 roupies, avec lesquels j'ai acheté de quoi nourrir mes enfants pour deux jours, je viens d'emprunter 2000 roupies à 2% d'intérêt [par mois], si ça continue, je ne vois pas quoi faire » (Radhe Shyam, Hanuman Mandir, 07/04/20).

« Babu [l'un des gros Kabariwala du slum] m'a fait une avance de 2000 roupies sur les matériaux que je lui vends, mais il a refusé de me donner plus. Je le comprends bien puisqu'il ne peut plus rien revendre comme avant. Il a 9 familles qui travaillent pour lui et il leur a aussi avancé de l'argent. Il nous a dit de nous débrouiller avec les rations alimentaires du gouvernement et de dépenser le moins d'argent possible car on ne sait pas combien de temps ça va durer » (Mr. Ishwar, Hanuman Mandir, 30/03/20 et 05/04/20).

- 24 Pour compenser les lacunes de l'État, l'aide des organisations non-gouvernementales est indispensable pour livrer des repas chauds et surtout, des rations alimentaires²⁴. Grâce à de bons relais locaux, leur capacité d'identification est facilitée, mais leurs moyens d'action restent limités par les contraintes en ressources humaines et

financières face au nombre croissant de familles nécessiteuses, avec le risque d'émeutes lors des distributions alimentaires, les restrictions de mobilités dues au contrôle policier et, bien sûr, la dangerosité du virus.

Seconde situation : Le camp de réfugiés de Keezhputhupattu

- 25 Situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Pondichéry, dans l'État du Tamil Nadu, le long de la *East Coast Road*, le camp de Keezhputhupattu abrite près de 450 familles, représentant un total de 1 726 Sri-Lankais en grande majorité arrivés au cours de la décennie 1980-1990. La situation y est bien moins catastrophique qu'à Hanuman Mandir alors même que les habitants qui y résident ne sont pas citoyens indiens. À l'intérieur du camp, l'habitat individuel est organisé selon un plan orthonormé. Les allées sont étroites, en terre battue. L'électricité et l'eau sont fournies gratuitement par le gouvernement. Les logements sont simples, construits en béton et avec un toit de tôle (le sol est aussi en béton) ; leur dimension est standardisée : un carré de 10 pieds de côté (soit un peu plus de 3 mètres). Mais, comme le précisait déjà un réfugié en 2014, « de façon générale, dans le camp, c'est 40 % aide et contrainte gouvernementales, et 60 % initiatives privées²⁵ ». Tant et si bien que les réfugiés s'accommodent des règles, bricolent au jour le jour des solutions pour faire avec les contraintes qui pèsent sur eux. Leur logement fait de béton témoigne de cette temporalité particulière entre la permanence du bâti et le caractère transitoire de la condition de réfugié (Abourahme, 2015, p. 210 et 214). De nombreux Sri-Lankais pensaient que le déplacement ne serait que temporaire et prendrait fin en même temps que la violence et le conflit (officiellement terminé en mai 2009). Au fil du temps, cet espoir a toutefois fait place au sentiment d'un temps prolongé, caractérisé par une longue attente. En fin de compte, de nombreux réfugiés se sont résignés à accepter une « normalisation du temporaire », ce qui se révèle une force pour faire face à la pandémie. De plus, les conditions « d'encampement » (Agier, 2011) des Sri Lankais ont évolué au gré des conditions sécuritaires. Si, dans un premier temps, l'attitude des gouvernements de New Delhi et du Tamil Nadu a été bienveillante à leur égard, la situation a changé après l'assassinat de Rajiv Gandhi le 21 mai 1991. La peur de l'importation du séparatisme tamoul en Inde a immédiatement eu pour corollaire une accentuation de la politique d'encampement et la mise en place d'opération de rapatriement, pas toujours sur la base du volontariat.
- 26 La grande majorité des familles résidant dans le camp de Keezhputhupattu sont originaires de l'île de Mannar. Avec les Tibétains, les Sri Lankais sont considérés comme le groupe de réfugiés le plus favorablement traité par les autorités indiennes. Ils ont été largement admis par l'Inde et, une fois enregistrés auprès des autorités, ils reçoivent une aide financière et de la nourriture à prix subventionnés. Les réfugiés habitant dans le camp de Keezhputhupattu ont tous une *Adhaar card* et une *ration card* spécifique qui leur donne accès à une plus grande quantité de céréales et légumineuses. Ils ont ainsi accès au PDS. Le gouvernement central de New Delhi et surtout celui du Tamil Nadu leur accordent des aides financières mensuelles : 1000 roupies pour le « chef de famille » (ce qui est peu et représente la somme généralement gagnée en deux jours de travail), 750 pour sa femme et 400 pour les autres membres de la famille, et 1000 roupies par mois pour les personnes âgées de plus de 65 ans, les veuves et les indigents.
- 27 Si les déplacements hors du camp sont officiellement tous sous contrôle et nécessitent de multiples autorisations, les réfugiés trouvent, en « temps normal », à s'employer à

l'extérieur, principalement dans des emplois physiques et peu qualifiés (secteur du bâtiment, de la construction et de la pêche notamment) qui sont parfois très rémunérateurs. Néanmoins, le *lockdown* met à mal ces actes de résistance ordinaires et éprouve les réseaux de sociabilités, sans les mettre cependant trop à mal. Il a aussi eu pour corollaire le renforcement de la présence policière autour et dans le camp. Rester à la maison semble difficile pour les réfugiés, cela les condamne à puiser dans leurs économies.

« La première semaine, à partir de l'annonce du *lockdown*, nous avons tous scrupuleusement respecté les règles. Je suis resté à la maison, dans le camp. On avait quelques réserves et c'était assez facile de compter dessus pour manger. Mais, après une semaine, cela est devenu très difficile. Il n'était pas possible pour moi, quand je regardais mes enfants, de voir la faim dans leurs yeux²⁶. J'ai donc pris la décision de quitter le camp la journée pour trouver un travail. Mais depuis le *lockdown*, c'est impossible de trouver un emploi et donc de gagner de l'argent. De toute manière, c'est impossible de sortir du camp. C'est plus strict qu'en temps normal. La police est toujours présente. Parfois, elle entre même au sein du camp pour vérifier que les personnes sont bien chez elles. J'ai donc recours à l'emprunt auprès de différentes personnes : Raman à qui j'ai emprunté 1 000 roupies, Karthick (500 roupies) et mon Mestry [recruteur] m'a fait une avance de 1000 roupies. Bon, j'ai fait ce que j'ai pu avec cet argent jusqu'à aujourd'hui (09/04/2020). Mais je n'ai déjà plus rien. Il faut que je trouve une autre solution pour survivre. Je suis menuisier et, depuis trois jours, je travaille de nouveau sur un chantier à Pondichéry [...] Ce travail, j'ai pu le conserver grâce à mes liens avec le manager du camp qui couvre mes absences. Il les couvre car j'ai tout refait dans sa maison sans jamais être payé. Il avait une sorte de dette, il s'acquitte de cette dernière maintenant. Par ailleurs, le chantier sur lequel je travaille actuellement est la maison de la mère d'un important MLA (député) de Pondichéry. Du coup, j'ai pu obtenir un laissez-passer qui me permet de franchir facilement l'ensemble des barrages entre le camp, qui est au Tamil Nadu, et la maison qui, elle, est située à Pondichéry. Je ne sais même pas ce qui est écrit dessus, c'est en anglais, mais je crois que c'est un truc du genre 'Covid 19 E-pass' » (Mugandan, 11/04/20. Mugandan vit dans le camp de Keezhpathupattu avec sa femme, sa mère et ses trois enfants, il a su au fil du temps négocier sa place).

28 Le contrôle des mobilités est parfois plus strict dans d'autres camps.

« On a le droit de s'absenter du camp seulement 2 heures par jour. On doit signer le registre. Le camp supervisor est très strict sur ce point. Tous nos déplacements sont scrupuleusement notés et enregistrés sur ce registre. Au début du *lockdown*, une personne du camp n'a pas respecté cette nouvelle règle et est seulement rentrée le soir. Le camp supervisor a fait un rapport demandant l'annulation des aides financières du gouvernement pour un mois ainsi que leur ration de riz et autres provisions auxquelles ils ont droit au ration shop. Il a également fermé la porte de sa maison avec un cadenas avec l'ensemble des occupants à l'intérieur et a demandé à l'ensemble des habitants du camp de ne pas leur parler pendant trois jours sous peine d'une punition similaire » (Sunam, 20/04/20, camp de Kattumanarkoil).

29 Mugandan, grâce aux réseaux qu'il a pu progressivement construire, est le seul à jouir de cette liberté totale de mouvement et un des rares à avoir pu conserver son emploi. Anthony, un autre réfugié qui possède avec sa femme Vetha une des rares échoppes du camp, n'a pas eu cette chance. Il a néanmoins gagné, sous couvert d'une contribution en fruits et légumes régulière auprès de la police, l'autorisation de se rendre au marché de Pondichéry pour se réapprovisionner. Mais les ventes au sein de son échoppe se font à crédit, et l'achat des denrées grève les économies qu'il avait capitalisées et qui se

réduisent comme peau de chagrin. Comme les autres réfugiés, il est inquiet pour les semaines à venir.

« Pour tout le monde en ce moment, c'est très difficile. Il n'y a plus de travail. Mais c'est vrai que l'on reçoit des aides du gouvernement, et depuis peu il y a même l'école de l'Immaculée conception de Pondichéry qui nous procure de la nourriture. Il y a aussi d'autres ONG qui nous viennent en aide » (Anthony, Keezhuputhupattu, 14/04/2020).

- 30 Ce que révèlent nos entretiens, c'est également une singularité de ce segment de population qui possède une épargne importante. Les situations rencontrées dans les camps sont certes moins difficiles, mais précaires ; instables et incertaines.

« Parce que nous sommes des réfugiés Sri-Lankais, que nous ne sommes pas citoyens indiens et que nous n'avons pas de carte d'électeur, les politiciens ne s'inquiètent par notre sort. Dans les quartiers à côté de notre camp, les MLA [député] se sont déplacés pour donner du riz, du sucre, de l'huile. Ici personne ne vient. Mais ce qui nous sauve, ce sont nos économies » (Sunam, 20/04/20, camp de Kattumanarkoil).

Respecter les mesures barrières : détours géographiques concernant la distance sociale

- 31 Grâce à des annonces publiques, via la télévision, la radio et le téléphone portable, les populations ont toutes bien intégré la dangerosité du virus, contrairement à ce qu'une certaine partie de la presse a souligné au début de l'épidémie. Néanmoins, le confinement se fait dans des conditions qui reflètent un problème d'insalubrité et de pauvreté que la période actuelle de pandémie ne fait que révéler. Les effets sanitaires mais aussi sociaux de ce confinement sont susceptibles d'aggraver les conditions de vie des populations.

Respect des mesures sanitaires

- 32 Étant donné la promiscuité et l'accès réduit au service d'approvisionnement en eau (potable ou non), les « gestes barrières » promus par les autorités sanitaires et qui doivent être appliqués sans distinction selon les pays et les régions, sont bien difficiles à traduire en actes. En 2011, 35 % des foyers urbains en Inde ne vivent que dans une seule pièce (Census 2011), et l'intégralité des ménages est en situation de surpeuplement dans les *slums* : composée de 4 à 5 membres en moyenne, toute la famille dort dans une même baraque exigüe d'à peine quelques mètres carrés²⁷, et y cuisine, travaille, joue, vit devant (à l'extérieur) le reste de la journée. Dans le quartier d'Hanuman Mandir, d'une superficie de 2,2 hectares et où s'entassent un peu plus de 1500 personnes, la densité est si forte²⁸ que la « distanciation spatiale » entre les habitants est évidemment impossible à réaliser. Cette densité est moins élevée au sein du camp de Keezhuputhupattu qui s'établit autour de 1 726 habitants sur une superficie de 3,5 hectares. Les contrastes entre ces deux marges sont colossaux.

« Que faire ? On ne peut pas rester enfermé, alors les gens vont et viennent dans le camp, et se cachent quand la police arrive. Nous avons tous peur, mais pour l'instant, il n'y a pas de cas de contamination dans le camp. Les Pradhans (chef locaux) ont interdit l'accès aux personnes extérieures après qu'un vendeur de légumes a essayé de rentrer la semaine dernière. Et désormais, il est maintenant

quasiment impossible de sortir à l'extérieur » (Mr. Ishwar, Hanuman Mandir, 30/03/20).

- 33 Cette proximité contrainte et prolongée dans un contexte de crise favorise des tensions, à la fois entre les voisins et au sein du ménage, notamment autour de la question de la nourriture. Des tensions particulièrement vives surviennent lors des distributions d'aide alimentaire. Au sein même des ménages, les témoignages tendent plutôt à rendre compte d'une relative bienveillance entre les époux (que peut notamment expliquer l'absence - temporaire - d'alcool, dont la vente est interdite pendant le *lockdown*), mais qu'il faut malheureusement relativiser étant donnée l'augmentation des violences conjugales rapportées par les médias. Au sein du camp de Keezhpathupattu, les conflits entre voisins génèrent régulièrement des affrontements physiques, mais le manque d'alcool est de manière générale là aussi pacifiant.

« Depuis le lockdown, j'ai compté, j'ai économisé plus de 9 000 roupies : cet argent, d'ordinaire je le dépense pour boire après le travail. C'est là que je me rends compte de la quantité d'argent que cela représente ! Depuis le lockdown je suis plus souvent auprès de ma famille. Je leur ai promis de ne pas recommencer à boire après le lockdown, sauf le samedi. Certains ont craqué ici. À cause du manque ils sont énervés, se battent entre eux. Il y en a même qui ont essayé de produire leur propre alcool... » (Mugandan, Keezhpathupattu, 11/04/2).

« Avec le Corona, tous les magasins d'alcool sont fermés. Ici, la plupart des hommes occupent un travail manuel difficile. Ils gagnent tous entre 400 et 600 roupies par jour. D'habitude, dès qu'ils reçoivent leur salaire, ils vont dépenser en moyenne 300 roupies pour aller boire. Le Corona est bon pour la santé et le budget ! » (Sunam, 20/04/20, camp de Kattumanarkoil).

- 34 En revanche, la « distanciation sociale » des bidonvillois avec les quartiers voisins des classes moyennes, qui préexistait à la crise, se trouve renforcée. La violence physique exercée à coup de matraques par la police pour réprimer ceux qui oseraient s'aventurer à l'extérieur (seules des courses rapides à proximité immédiate sont autorisées) est la raison principale expliquant le respect du confinement : la peur du *lathi* (matraque) plus encore que celle du virus.

Une hygiène fortement contrainte

- 35 Se laver régulièrement les mains n'est pas une tâche aisée pour tous en Inde où 20% des ménages urbains ne disposent pas d'un accès à l'eau suffisant (Guilmoto et Licart, 2020). Avec 90 % d'accès à l'eau potable, Delhi est, sur ce point, mieux loti que la plupart des autres États. Mais cette réalité dissimule des disparités géographiques importantes selon les quartiers où le réseau municipal du *Delhi Jal Board* peine à desservir tous les habitants (Kacker et Joshi, 2012). À Hanuman Mandir, il n'y a pas de connections individuelles, et les familles doivent partager la vingtaine de robinets publics disponibles, soit une dizaine de familles par point d'eau. Il y a deux blocs de toilettes publiques, dont l'entrée est désormais gratuite (2 roupies auparavant) mais qui restent mal entretenus, et que les enfants évitent d'utiliser. Au sein du camp de Keezhpathupattu, il y a en moyenne un robinet public tous les 20 mètres. Le camp est également équipé de deux blocs de toilettes publiques. Mais la grande majorité des réfugiés, face à ce provisoire qui dure, a pris les devants. La situation est similaire dans les autres camps.

« Toutes les maisons ont accès à l'eau, il y a un robinet tous les 20 mètres, mais avec le temps certains ont pu s'équiper. Par exemple, j'ai mon propre robinet d'eau à

l'intérieur et j'en ai un autre à l'extérieur. Nous laissons nos voisins l'utiliser. L'approvisionnement en eau n'est vraiment pas un problème au sein du camp. L'eau est gratuite et présente en quantité. Tant mieux car le nombre de douches depuis le début de cette pandémie a explosé, tout comme le nombre de lavage des mains. On utilise 3 à 4 fois plus d'eau que d'ordinaire. On ne sait même plus où mettre notre savon. Chacun utilise son propre savon. On fait tous cela dans le camp. Heureusement, pour le moment, personne n'a été contaminé. Seule une personne est partie en quarantaine et depuis son retour, alors qu'il est négatif au test, il est traité comme un intouchable » (Anthony, camp de Keezhpathupattu, 16/04/2020).

« Nous sommes 82 familles à vivre dans ce camp, 70 % des gens ont leur propre robinet à l'intérieur de leur domicile et sont connectés au réseau. Pour les autres, il y a les robinets publics. Il y en a dix dans le camp. Pour l'eau potable, comme dans les autres camps, nous achetons des bonbonnes de 20 litres. C'est 7 roupies la bonbonne » (Kandasamy, 20/04/20, camp de Virudhachalam).

- 36 Il va sans dire que le coût des masques adaptés (ou l'achat de gel hydro-alcoolique) est inabordable pour les habitants, contraints de mettre en place des stratégies compensatoires *low cost*, en se couvrant le visage avec un simple foulard, qu'il faut ensuite laver à l'eau. Dans certains camps, les femmes ont été formées à la couture, et fabriquent des masques pour l'ensemble de la communauté.

« Comment pourrions-nous acheter des masques sans argent ? Ma femme met simplement sa *duppata* [écharpe légère] devant son visage pour se protéger quand elle va remplir l'eau tôt le matin, avant qu'il y ait trop de monde. Il y a une douzaine de familles sur le même point d'eau, alors on s'organise pour ne pas y aller tous en même temps. Elle ne lave pas son [écharpe] tous les jours, ni moi mon foulard, mais nous faisons attention de bien nous laver les mains avant de manger, au début même avec du 'Dettol' dans de l'eau chaude, mais on économise le LPG (le gaz) désormais » (Surender Kumar, Hanuman Mandir, 15/04/20).

« Nous n'avons pas les moyens d'acheter des masques jetables. C'est bien trop cher. Pour bien faire, il faudrait dépenser plus de 400 roupies par jour pour toute la famille. Alors on utilise des foulards et des masques en tissu. On en a tous deux chacun. Cela permet de faire une rotation. On les lave en faisant bouillir de l'eau à laquelle on ajoute du Dettol » (Vetha, Keezhpathupattu, 12/04/20).

« Dans le camp, il y a 20 couturières. Dès le début du lockdown, elles ont fabriqué des masques pour les donner gratuitement aux personnes vivant dans le camp » (Sunam, 20/04/20, camp de Kattumanarkoil).

- 37 Si l'accès aux infrastructures d'eau est insuffisant à Hanuman Mandir, il reste toutefois relativement meilleur que dans de nombreux autres *slums* non connectés au réseau car plus récents et plus périphériques. Les habitants du bidonville voisin de Madampur Kadar doivent ainsi acheter des jerricans d'eau (10 roupies les 20 litres). Le gouvernement du Territoire de Delhi essaie autant que possible d'organiser des livraisons par camion-citerne d'eau potable dans les espaces non connectés qu'il parvient à identifier (et il faut souligner ici sa réactivité²⁹) mais cela peine à compenser un manque patent d'infrastructures. La plupart des quartiers pauvres ont trop peu bénéficié des grands programmes de rénovation urbaine des dernières années, de l'émblématique *Smart City Mission* succédant au *Jawaharlal Nehru Urban Renewal Mission*, jusqu'au *Pradhan Mantri Awas Yojana*, un programme d'accès au logement, ou encore le médiatique *Swachh Bharat Abhiyan*, qui promeut notamment l'accès à l'assainissement. Malgré leur envergure et les besoins prioritaires (notamment sur la santé des habitants), aucun n'a bénéficié de la même intensité dans leur mise en œuvre que le *lockdown* national, dont le coût socio-économique sera infiniment bien plus élevé (estimé par Barclays à 234,4 milliards de dollars, soit 8,1 % du PIB³⁰).

Conclusion

- 38 Le confinement généralisé des populations met en exergue des inégalités structurelles qui remettent en cause l'uniformité de la réponse apportée à la crise sanitaire. Les différents témoignages recueillis à Hanuman Mandir et Keezhputhupattu démontrent que dans les espaces relégués à la marge, l'impact du *lockdown* est extrêmement violent pour les habitants. Dans les taudis, en particulier, les inégalités préexistantes à la crise sont renforcées jusqu'au paroxysme : l'accès insuffisant à l'eau et à l'assainissement risque de décupler les effets de cette crise sanitaire ; la surpopulation de quartiers insalubres rend impossible toutes mesures de distanciation physique ; et bien sûr, l'absence de protection sociale met directement en danger la vie des familles qui n'ont plus de moyens de subsistance.
- 39 Entre l'écriture de cet article et sa parution, les médias en Inde se sont fait l'écho de plusieurs décès indirectement liés au confinement, avec des personnes et des enfants morts de faim et des suicides de père de familles endettés³¹. La souffrance de ces populations précaires s'est encore accentuée avec les prolongements successifs d'un confinement qui tend à s'installer dans la durée. Les entretiens recueillis auprès des habitants témoignent désormais d'une plus grande défiance vis-à-vis d'un confinement qui risque par finir de les tuer avant que le virus ne s'en charge : « *si ce lockdown dure un mois de plus, nous allons mourir de faim* » (dixit Radha le 5 mai, une habitante d'Hanuman Mandir, inquiète de la nouvelle extension du *lockdown* jusqu'au 18 mai). Après un mois et demi de confinement, pour la plupart des habitants, l'incertitude sur la capacité à pouvoir faire vivre sa famille au jour le jour dépasse désormais la peur du virus.
- 40 Dans ces espaces relégués à la marge, le manque d'accès aux services essentiels et de sécurité alimentaire témoigne de défaillances structurelles identifiées depuis longtemps que le confinement exacerbe dramatiquement, avec une violence inouïe. Une meilleure prise en compte de ces populations des confins, pendant et après la pandémie, est donc plus que jamais nécessaire pour ne pas ajouter la crise humanitaire à l'urgence sanitaire. La comparaison entre Hanuman Mandir et Keezhputhupattu permet de rappeler que l'Inde dispose bien des outils effectifs et des moyens nécessaires pour répondre aux besoins élémentaires des populations précaires. Dans le camp de Keezhputhupattu, l'aide gouvernementale fonctionne malgré la crise grâce à une meilleure prise en compte institutionnelle du statut (*de facto* et non *de jure*) de réfugiés, qui leur permet ainsi depuis longtemps de bénéficier de distributions alimentaires mensuelles et d'un modeste soutien financier, ce qui allège quelque peu les difficultés liées au confinement. À Hanuman Mandir, en revanche, la souffrance des habitants est accentuée par des problèmes administratifs qui les rendent inéligibles à l'accès à l'aide. Le manque d'infrastructure, du au statut illégal du quartier, rend leur présence illégitime.
- 41 L'uniformité de l'application du *lockdown*, en niant les inégalités entre les citoyens, est rapidement devenue insoutenable pour ceux qui vivent dans les marges. Sans une prise en compte effective du volet social, ce confinement unilatéral et appliqué sans distinction a condamné une partie de la population à des supplices qu'il était possible d'éviter. Le camp et le taudis deviennent ainsi cruellement l'espace où la citoyenneté (et les actes de citoyenneté) peut être arbitrairement remise en question, où les individus sont traduits en de simples corps biopolitiques (que l'on peut rosser à coups

de *lathis*), une variable d'ajustement qu'on sacrifie en temps de crise. Alors que des voix médiatiques s'élèvent pour rappeler au gouvernement le droit à la vie de tous les habitants, inscrit dans la Constitution, alors que la cour Suprême (bien qu'elle soit théoriquement à l'arrêt avec le confinement³²) ait été saisie dans l'urgence pour demander sa bonne application, les habitants des confins attendent toujours la fin d'un *lockdown* qui les affament.

- 42 En ces temps de pandémie, plus que le camp, le *slum* en tant que technologie politique est précisément la manière dont la dé-subjectivation est rendue opérationnelle et peut être portée à des manifestations extrêmes. Ce qui manque à ce gouvernement indien, qui applique face à la pandémie un calque de solutions dessinées ailleurs,

« [...] c'est peut-être de reconnaître au-delà de la vie comme sacré et de la souffrance comme valeur, l'autre comme visage [...], ce visage présent dans son refus d'être contenu, ce visage qui résiste à toute tentative de le posséder, y compris au nom du bien. Dans cette perspective reconnaître un visage, c'est aussi reconnaître un droit, au-delà de toute obligation, et donc un sujet, au-delà de toute assujettissement, fût-ce à la raison humanitaire » (Fassin, 2010, p. 329).
- 43 Plus qu'à un gouvernement humanitaire, plus qu'à des sentiments moraux, ces témoignages appellent à une justice. Ils dénoncent aussi des solutions venues d'ailleurs plaquées sans discernement et anticipation, ou d'ici, choisies selon des intérêts multiples qui font de ces populations des cibles gouvernées. Reste que tous ces confinés des marges réclament de voir leurs droits essentiels respectés et appliqués.
- 44 Abourahme N., 2015. Assembling and Spilling-Over: Towards an 'Ethnography of Cement' in a Palestinian Refugee Camp. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 39, n° 2, p. 200-217.
- 45 Al Dahdah M., Ferry M., Guérin I., Venkatasubramanian G., 2020. The Covid-19 Crisis in India. A Nascent Humanitarian Tragedy. *Books and Ideas*, [En ligne], URL: <http://www.booksandideas.net/The-Covid-19-Crisis-in-India.html>
- 46 Agamben G., 2003. *État d'exception. Homo Sacer*, II, 1. Paris, Le Seuil, 160 p.
- 47 Agarwal S., Srivastava A., Choudhary B., Kaushik S., 2007. *State of urban health in Delhi*. New Delhi, Urban Health Resource Centre, 98 p.
- 48 Agier M., 2020. Personnes migrantes en centres de rétention et campements. Désencamper pour protéger. *De Facto* [En ligne], n° 18. URL: <http://icmigrations.fr/2020/04/07/defacto-018-01/>
- 49 Agier M., 2011, *Le couloir des exilés. Être étranger dans un monde commun*. Paris, Éditions du croquant.
- 50 Arabindoo P., 2020. Pandemic cities: Between mimicry and trickery. *City & Society*, [En ligne]. URL: <https://doi.org/10.1111/ciso.12263>
- 51 Auyero J., 2019. Faire patienter, c'est dominer : le pouvoir, l'État et l'attente. Entretien réalisé et traduit par Étienne Ollion. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 226-227, p. 120-125.
- 52 Bentz A.-S., Goreau-Ponceaud A., 2020. To be or not to be a refugee? Reflections on refugeehood and citizenship among Sri Lankan Tamils in India. *Citizenship Studies* [En ligne], vol. 24, n° 2, p. 176-192. DOI: <https://doi.org/10.1080/13621025.2019.1706446>
- 53 De Bercegol R., Davis G., Gowda S., 2020. *The People of Waste. Living Plastic*. Documentaire 18 min 35 s, IRD-CNRS. URL: <https://www.youtube.com/watch?v=ZROTSb2TRsk>

- 54 De Bercegol R., Gowda S., (à paraître), Nettoyer l'Inde : la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi. *Dynamiques environnementales* [En ligne] (accepté pour publication).
- 55 Brunet R., Ferras R., Théry A., 1993. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Paris - Montpellier, La Documentation française - RECLUS, 518 p.
- 56 Carrière D., 2018. *Filtering Class through Space, Security guards and Urban Territories in Delhi, India*. PhD dissertation, Geography, Université Paris VII Diderot, France, 2015-2018 and University of Minnesota, USA, 2012-2018.
- 57 Clerc V., 2018. Rethinking the category of "slum". From Damascus to Yangon, precarious settlements through the prism of urban policies. *Revue internationale et stratégique*, n° 112, p. 139-148.
- 58 Dupont V., 2008. Slum demolitions in Delhi since the 1990s: An appraisal. *Economic and Political Weekly*, n° 43, p. 79-87.
- 59 Dupont V., Vaquier D., 2013. Slum demolition: Impact on the affected families, and coping strategies. In Saglio-Yatzimirsky M.-C., Landy F., *Megacity Slums. Social Exclusion, Urban Space and Policies in Brazil and India*. London, Imperial College Press, p. 307-361.
- 60 Dupont V., Gowda S., 2016, Settlement story 4.1. The challenges of communication and participation in slum rehabilitation projects – the Tehkhand and Kathputli Colony projects in Delhi. In Dupont V., Jordhus-Lier D., Sutherland C., Braathen E. (eds), *The Politics of Slums in the Global South. Urban informality in Brazil, India, South Africa and Peru*. Routledge, Abingdon, p. 79-85.
- 61 Fassin E., 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris, Le Seuil, 358 p.
- 62 Gilbert P., 2020. Le covid-19, la guerre et les quartiers populaires. *Métropolitiques* [En ligne], URL: <https://www.metropolitiques.eu/Le-covid-19-la-guerre-et-les-quartiers-populaires.html>
- 63 Gill K., 2009. *Of poverty and plastic: scavenging and scrap trading entrepreneurs in India's urban informal economy*. Oxford, Oxford University Press, 304 p.
- 64 GNCTD - Government of National Capital Territory of Delhi, 2013. *Delhi Human Development Report, 2013*. Institute for Human Development et Academic Foundation, New Delhi.
- 65 Goreau-Ponceaud A., 2020. Un confiné parmi d'autres à Pondichéry. *LAM en parle* [En ligne]. URL: <https://lamenparle.hypotheses.org/2199>
- 66 Goreau-Ponceaud A., 2019. Pratiques et vécus des situations de marges : le cas des réfugiés sri-lankais en Inde. In Bernier X. (dir.), *Mobilités et marginalités*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 59-79.
- 67 Goreau-Ponceaud A., 2015. De Ceylan Quarter à Keezhputhupattu : lieux de l'exil sri-lankais en Inde. *Les Cahiers d'Outre-mer* [En ligne], n° 267, p. 261-284. DOI: <https://doi.org/10.4000/com.7218>
- 68 Goreau-Ponceaud A., 2014. À demeure en exil. Être réfugié tamoul sri-lankais au Tamil Nadu. *Carnets de géographes* [En ligne], n° 7. DOI: <https://doi.org/10.4000/cdg.418>
- 69 Gosh J., 2020. Indian economy was rolling down a hill. With Covid-19, it's falling off a cliff. *Quartz India*, [En ligne]. URL: <https://qz.com/india/1830822/coronavirus-may-push-indias-struggling-economy-off-the-cliff/>

- 70 Grangé N., 2018. *L'urgence et l'effroi. L'état d'exception, la guerre et les temps politiques*. Lyon, ENS Éditions [En ligne]. URL: <http://www.openedition.org/6540>
- 71 Guilomoto C.-Z., Licart T., 2020. India and coronavirus: lack of access to handwashing facilities among poor makes fight even harder, *The Conversation* [En ligne], URL: <https://theconversation.com/india-and-coronavirus-lack-of-access-to-handwashing-facilities-among-poor-makes-fight-even-harder-135087>
- 72 Kacker S.D., Joshi A., 2012. Pipe Dreams? The Governance of Urban Water Supply in Informal Settlements. *IDS Bulletin*, vol. 43, n° 2, p. 27-36.
- 73 Landy F., 2014. Gouvernance verticale, corruption et clientélisme. *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], vol. 52, n° 2, p. 105-131, URL: <http://journals.openedition.org/ress/2811> - DOI: <https://doi.org/10.4000/ress.2811>
- 74 Leach M., 2020. *Echoes of Ebola: social and political warnings for the COVID-19 response in African settings* [En ligne]. URL: <http://somatosphere.net/forumpost/echoes-of-ebola/>
- 75 Mitra A. 2010. Migration, livelihood and well-being: Evidence from Indian city slums. *Urban Studies*, vol. 47, n° 7, p. 1371-1390.
- 76 Mukhopadhyay P., Naik M., 2020. Migrant workers distrust a state that does not take them into account, *Indian Express*, [En Ligne], URL: <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/coronavirus-lockdown-covid-19-deaths-cases-mass-exodus-migrant-workers-6339152/>
- 77 Nath Roy S., Manish Naik. M, 2017. Migrants in Construction Work: Evaluating their Welfare Framework. Policy Brief, Centre for Policy Research [En ligne], URL: <https://www.cprindia.org/research/reports/migrants-construction-work-evaluating-their-welfare-framework>
- 78 Neetha N., Palriwala R., 2011. The absence of state law: Domestic workers in India. *Canadian Journal of Women and the Law*, vol. 23, n° 1, p. 97-120.
- 79 Nordman C.-J., Guerin I., 2018. The shock of Indian demonetisation: a failed attempt to formalize the economy. *The Conversation* [En ligne]. URL: <https://theconversation.com/the-shock-of-indian-demonetisation-a-failed-attempt-to-formalise-the-economy-93328>
- 80 Parulkar A., Naik M., 2020. *A Crisis of Hunger: a ground report on the repercussions of COVID-19 related lockdown on Delhi's vulnerable populations* [En ligne]. Centre for Policy Research. URL: <https://cprindia.org/research/reports/crisis-hunger-ground-report-repercussions-covid-19-related-lockdown-delhi%E2%80%99s>
- 81 Picherit D., 2020. En Inde les travailleurs migrants abandonnés à leur sort. *The Conversation* [En ligne]. URL: <https://theconversation.com/en-inde-les-travailleurs-migrants-abandonnes-a-leur-sort-135851>
- 82 Poornima Wasdani K., Prasad A., 2020. The impossibility of social distancing among the urban poor: the case of an Indian slum in the time of COVID-19. *Local Environment. The International Journal of Justice and Sustainability*, vol. 25, n° 5, p. 414-418. DOI: <https://doi.org/10.1080/13549839.2020.1754375>
- 83 Samaddar R., 2020. *Borders of an epidemic. COVID-19 and migrant workers*. Kolkata, Mahanirban Calcutta Research Group, 139 p.
- 84 SWAN (Stranded Workers Action Networ), 2020. *21 Days and Counting: COVID-19 Lockdown, Migrant Workers, and the Inadequacy of Welfare Measures in India* [En ligne]. URL: https://im.rediff.com/news/2020/apr/16swanreport_final.pdf

85 Wacquant L., 2006. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris, La Découverte, 332 p.

NOTES

1. Malgré la très grande hétérogénéité des dispositifs et des situations rassemblées sous ce terme, les médias aiment à rappeler que plus de la moitié de l'humanité est dorénavant « confinée ».
2. Comme le note Javier Auyero l'attente « façonne les comportements et cantonne les revendications, en premier lieu chez les pauvres, confrontés plus que les autres à cette situation asymétrique » (2019, p. 120).
3. On peut même affirmer que pour ceux qui résident, en France, dans les quartiers dits populaires, c'est la double peine (Gilbert, 2020).
4. Littéralement « verrouillage », le *lockdown* est l'équivalent du terme confinement en France.
5. Cette vulnérabilité des migrants saisonniers est aggravée par leur identité de caste. Rappelons que la caste détermine la capacité à accumuler des richesses, des revenus et donc la capacité à envoyer de l'argent à ceux qui restent ou qui migrent. La majorité d'entre eux appartiennent à des basses castes.
6. Le 8 novembre 2016, Narendra Modi déclare la démonétisation des billets de 500 et 1 000 roupies, qui représentaient 86 % de la masse monétaire fiduciaire du pays, pour lutter officiellement contre les faux billets, l'évasion fiscale et l'économie informelle. De nouveaux billets de 500 et 2 000 roupies sont émis en remplacement des billets démonétisés. Cette politique de démonétisation a eu des effets dramatiques sur l'économie, provoquant une chute du PIB. On estime qu'environ 1,5 million d'emplois ont été supprimés pendant les 6 mois qui ont suivi cette démonétisation (Nordman et Guerin, 2018).
7. Beaucoup de ces familles ont continué à faire appel aux services de leurs employés de maison, enfreignant l'appel au confinement du gouvernement (<https://scroll.in/article/958761/middle-class-entitlement-is-weakening-indias-battle-against-the-coronavirus>).
8. Finalement l'arrêté du ministère de l'intérieur a prolongé la période de verrouillage de deux semaines supplémentaires à partir du 4 mai et a prévu de diviser le pays en quatre zones selon le niveau de concentration de cas d'infections avérés (verte, orange, rouge et *containment zone*). En vertu de l'ordonnance, certaines activités resteront interdites dans tout le pays, dans toutes les zones, quelle que soit leur catégorie.
9. Giorgio Agamben a publié une tribune dans le journal *Il Manifesto* (« Coronavirus et état d'exception », 26 février disponible en français à cette URL : <https://acta.zone/giorgio-agamben-coronavirus-etat-dexception/>) qui a suscité des critiques parce que, s'appuyant sur les données sanitaires italiennes d'alors, il s'attachait à la défense des libertés publiques en minimisant l'ampleur de l'épidémie. Il déplorait et constatait, une fois de plus, une tendance croissante à utiliser l'état d'exception comme paradigme normal de gouvernement. Dans un entretien dans *Le Monde* (« L'épidémie montre clairement que l'état d'exception est devenu la condition normale », *Le Monde* du 24

mars), il rappelle que « comme Michel Foucault l'a montré avant moi, les gouvernements sécuritaires ne fonctionnent pas nécessairement en produisant la situation d'exception, mais en l'exploitant et en la dirigeant quand elle se produit » (*Le Monde*, 21 mars : 22). Répondant à cet entretien, le philosophe Emmanuel Faye (*Le Monde*, 30 mars 2020) note qu'il nous faut surmonter la culture de la peur et la forme de paranoïa collective ainsi instillées à l'égard de notre modernité [...] Les atteintes à notre Etat de droit peuvent être combattues. Le nihilisme apocalyptique n'est jamais une fatalité ».

10. Le dernier rapport du ministère de l'intérieur mentionne 60 674 Tamouls sri-lankais vivant dans 107 camps à travers le Tamil Nadu (Rapport annuel du ministère de l'intérieur 2018-2019). Les entretiens téléphoniques ont d'abord été menés dans le camp de Keezhpathupattu, puis ont été étendus à d'autres camps dans les districts de Villupuram (où se trouve ce camp) et de Cuddalore, limitrophes de Pondichéry. Ce choix est guidé par le fait que Pondichéry est un pôle d'emploi, fonctionnant comme une centralité pour les personnes vivant dans ces camps. Les entretiens sont toujours en cours et font partie d'une enquête plus large.

11. Dans le cadre du programme CHALLENGE financé par Equip, des enquêtes interrompues par la crise se tenaient en février et mars à Delhi sur les conditions d'habitat dans les bidonvilles d'Hanuman Mandir et de Madampur Kadar et continuent désormais sous la forme d'entretiens téléphoniques : http://www.csh-delhi.com/wp-content/uploads/2019/05/Challengin_Inequalities_Project.pdf

12. Selon la définition du *Census of India*, la catégorie *slum* correspond à un regroupement d'au moins 60 à 70 foyers, pour une population minimale de 300 personnes, habitant dans des logements précaires et un environnement insalubre, avec un manque d'infrastructures de base comme les services essentiels d'eau et d'assainissement. En 2011, le recensement comptabilisait ainsi 367 893 foyers vivant en *slum*. Mais le *National Statistical Survey*, en abaissant le seuil de la catégorie *slum* à un regroupement de 20 foyers, estime plutôt 1,02 millions de foyers et comptabilise 6363 *slums* en 2012, soit presque 3 fois plus que le recensement

13. Cf. http://delhishelterboard.in/main/wp-content/uploads/2017/02/List_of_additional_jj_bastis.pdf ainsi que <http://delhishelterboard.in/main/wp-content/uploads/2015/09/List-of-JJ-675-Clusters1.pdf>, consultés le 25 Avril 2020.

14. D'après l'étude de l'ONG SWAN conduite lors du confinement, sur 11 159 travailleurs joints par téléphone durant les premiers jours du lockdown, 1643 étaient des femmes et des enfants.

15. La location d'un logement « pucca » (en dur, par opposition au « kaccha », en matériaux temporaires) est généralement aux alentours de 2 000 - 3 500 roupies/mois, et l'achat des murs se monnaie généralement autour de 50 000 roupies (ce qui correspond à la location mensuelle d'un T3 dans les colonies résidentielles du quartier riche voisin de Safdarjung Enclave), mais sans aucun droit formel d'occupation du terrain, étant donné le statut foncier illégal des *jhuggi-jhopri clusters*.

16. <https://www.utpjournals.press/doi/abs/10.3138/cjwl.23.1.097>

17. Avec la mise en place du *lockdown*, tous les secteurs ont été stoppés à l'exception des activités déclarées comme « essentielles » par le Ministère de l'Intérieur (*Ministry of Home Affairs -MoHA*). Une synthèse de la liste publiée le 24 Mars par le MoHA est disponible à cette URL : <https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/heres-a-list-essential-services-that-will-be-available-during-the-21-day-nationwide-lockdown/articleshow/74798509.cms>

18. Le *Public Distribution System* est un programme centralisé de distribution alimentaire à prix subventionnés, existant depuis 1947 en Inde, approvisionné et géré par la *Food Corporation of India*, désormais dans le cadre défini par le *National Food Security Act* de 2013, cf. Department of Food and Public Distribution, 2013. *National Food Security Act*, 2013 [En ligne], URL: <https://dfpd.gov.in/nfsa-act.htm>

19. Le programme *Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana* lancé en 2014 facilite l'accès aux services bancaires aux citoyens indiens.

20. Lors de l'écriture de cet article, il n'est pas clair à combien s'élèvent ces rations supplémentaires, *a priori* entre 1 et 5 kg par mois.

21. <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/agriculture/fci-operations-hit-in-lockdown-seeks-mention-in-exemption-list/articleshow/74817671.cms?>

22. <https://ration.jantasamvad.org/ration/>

23. Comme une majorité d'employés du secteur privé, Radhe Shyam a perdu son emploi, alors que les directives du *Central Ministry of Labour and Employment* recommandent aux employeurs la continuité du versement des salaires, ce que la plupart des entreprises n'ont pas pu s'engager à réaliser sans risquer de faire faillite.

24. Trop nombreuses pour être toutes nommées ici, on peut citer entre autres l'ONG *Chintan* qui a permis la livraison de rations alimentaires pour un mois à une partie des familles identifiées par les auteurs de cet article. On pourrait aussi citer *Super Sikh Fondation* qui leur a livré des repas chauds tout autour de Delhi, ainsi que *Spandan society* qui s'occupe des *waste pickers* à Bhopura.

25. Extrait d'entretien mené Thiraviyam, camp de Keezhpathupattu, 18 juillet 2014.

26. Le rapport à la faim est ici assez paradoxal. Ce qui ressort des entretiens c'est que l'inactivité générée par l'impossibilité de trouver un emploi augmente le nombre de repas. Les réfugiés ainsi interrogés sont passés de 3 à 5 repas par jour. Les aliments consommés sont aussi différents : d'ordinaire, leur alimentation se compose essentiellement de poissons dont la facilité d'accès est liée à l'emploi d'un grand nombre de réfugiés au port de pêche voisin. Depuis le confinement, les repas pris en famille sont quasi exclusivement végétariens (6 jours sur 7) et font intervenir des ingrédients tels que le gingembre, l'ail, le citron, le curcuma et le tamarin, supposés bénéfiques pour le système immunitaire. Les légumes, tout comme ces ingrédients, ne sont pas fournis par le PDS.

27. En moyenne la superficie d'une hutte à Hanuman Mandir est d'à peine plus de 9 m² au sol à l'intérieur. Pour comparaison, en France, l'INSEE considère un logement surpeuplé à partir de moins de 18 m² par personne. En moyenne, un logement à Keezhpathupattu fait 9 m². Ces logements ont cependant été agrandis au fil du temps.

28. Alors que la densité à Delhi est en moyenne de 11 320 hab/km², elle monte à 100 000 hab/km² dans certains quartiers de Old Delhi, et à Hanuman Mandir elle dépasse les 60 000 hab/km² - si on se base sur l'espace bâti, elle monte à 93 750 hab/km².

29. Cf. les réguliers tweets d'Arvind Kerjiwal (@ArvindKejriwal) invitant les médias à identifier les lacunes du dispositif sanitaire « *Grateful to media for pointing out deficiencies. It helps us in reaching relief wherever reqd* » 1:01 PM - Mar 28, 2020.

30. <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/indicators/extended-lockdown-to-cause-234-4-billion-economic-loss-says-barclays/articleshow/75136935.cms?from=mdr>

31. Une compilation de ces morts reportées par les médias (donc sous-estimées) est disponible ici : <https://thejeshgn.com/projects/covid19-india/non-virus-deaths/>

32. <https://thewire.in/law/lockdown-supreme-court-justice>

RÉSUMÉS

En Inde, le 24 mars 2020 à 20h00, l'annonce soudaine par le Premier Ministre de la mise en place d'un confinement 4 heures plus tard a provoqué une forte panique parmi les populations déshéritées. Les images dramatiques de travailleurs migrants fuyant désespérément les grandes villes pour retourner chez eux ont fait le tour du monde. Mais tous ne sont pas partis, loin de là, et nombreux sont ceux qui n'avaient pas d'autres choix que de rester confiner dans les marges. A travers différents témoignages recueillis durant les trois premières semaines du *lockdown* en Inde, cet article porte sur les conditions très dures du confinement des populations pauvres, et dont la crise a encore renforcé la relégation dans les marges. Outre que les « gestes barrières » contre le virus y soient impossibles à respecter, en raison de la promiscuité et d'un moindre accès à l'eau, la disparition brutale des moyens de subsistance aggrave fortement le faible niveau de vie des habitants. En révélant les effets paradoxaux d'un confinement non adapté aux quartiers pauvres, cet article plaide pour une meilleure prise en compte de ces derniers, pendant et après la crise pandémique.

In India, on March 24, 2020 at 8:00 pm, the sudden announcement by the Prime Minister of the implementation of containment 4 hours later caused a strong panic among the underprivileged populations. Dramatic images of migrant workers desperately fleeing the big cities to return home have circulated around the world. But not all of them left, far from it, and many had no choice other than to remain confined to the margins. Through various testimonies gathered during the first three weeks of the lockdown in India, this article focuses on the very harsh conditions of confinement of poor populations, whose relegation to the margins was further reinforced by the crisis. In addition to the fact that the protective measures against the virus are impossible to respect there, due to promiscuity and insufficient access to water, the brutal disappearance of everyday livelihood strongly aggravates the low standard of living of the inhabitants. By revealing the paradoxical effects of a confinement that is not adapted to poor neighbourhoods, this article argues for a better consideration of the latter, during and after the pandemic crisis.

INDEX

Keywords : confinement, margin, slum, refugee camps, virus, containment, India

Mots-clés : confin, marge, bidonville, camp de réfugiés, virus, confinement, Inde

AUTEURS

RÉMI DE BERCEGOL

Rémi de Bercegol est chargé de recherche au CNRS, membre de l'USR 3330 Savoirs et Mondes Indiens. Il a récemment publié :

- De Bercegol R., Gowda S., (à paraître), Nettoyer l'Inde : la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi. *Dynamiques environnementales* [En ligne] (accepté pour publication). URL: <https://journals.openedition.org/dynenviron/>
- De Bercegol R., Davis G., Gowda S., 2020. *The People of Waste. Living Plastic*. Documentaire 18 min 35 s, IRD-CNRS. URL: <https://www.youtube.com/watch?v=ZROTSb2TRsk>
- Dejouhanet L., De Bercegol Rémi (coord.), 2019. *New Geographies of Collection: Crossed*

perspectives on modern “gatherers”, *EchoGéo* [Online], n° 47. DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.16477>

ANTHONY GOREAU-PONCEAUD

Anthony Goreau-Ponceaud est maître de conférences en géographie à l'Université de Bordeaux et membre de l'UMR 5115 LAM, en délégation CNRS USR 3330, IFP Pondichéry. Il a récemment publié :

- Bentz A. S., Goreau-Ponceaud A.y, 2020. To be or not to be a refugee? Reflections on refugeehood and citizenship among Sri Lankan Tamils in India. *Citizenship Studies* [En ligne], vol. 24, n° 2, p. 176-192. URL: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13621025.2019.1706446>
- Goreau-Ponceaud A., 2019. Coloniality and tourism: the fabric of identities and alterities in India. *Via* [En ligne], n° 16. URL: <http://journals.openedition.org/viatourism/4251> - DOI: <https://doi.org/10.4000/viatourism.4251>
- Goreau-Ponceaud A.ny, 2018. Religious dynamics of Sri Lankan Hindu Tamils in Paris: constructions of the self and the other. *The Southasianist* [En ligne], vol. 6. URL: <http://www.southasianist.ed.ac.uk/article/view/2842>

SHANKARE GOWDA

Shankare Gowda est assistant de recherche au Centre de Sciences Humaines de New Delhi et au Centre for Policy Recherche Inde. Il a récemment publié :

- Dupont V. Shankare G., 2020. Slum-free city planning versus durable slums. Insights from Delhi, India. *International Journal of Urban Sustainable Development* [En ligne], vol. 12, n° 1, p. 34-51, DOI: <https://doi.org/10.1080/19463138.2019.1666850>
- De Bercegol R., Davis G., Gowda S., 2020. *The People of Waste. Living Plastic*. Documentaire 18 min 35 s, IRD-CNRS. URL: <https://www.youtube.com/watch?v=ZROTSb2TRsk>
- De Bercegol R., Gowda S., 2018. Waste and Energy Nexus : rethinking the modernisation of waste services in Delhi. *Urban Studies*, vol. 56, n° 11, p. 2297-2314. DOI: <https://doi.org/10.1177/0042098018770592>

ANTONY RAJ

Antony Raj est assistant de recherche à l'Institut Française de Pondicherry.